

Brochure n° 3122

Convention collective nationale

IDCC : 454. – **TÉLÉPHÉRIQUES
ET ENGINS DE REMONTÉES MÉCANIQUES**

■ *Journal officiel* du 6 septembre 2008

**Arrêté du 1^{er} septembre 2008 portant extension d'avenants à la
convention collective nationale des téléphériques et engins de
remontées mécaniques (n° 454)**

NOR : MTST0816050A

Le ministre d'Etat, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, et le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 (anciennement article L. 133-8, alinéas 1 et 3) ;

Vu l'arrêté du 3 février 1971 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du 7 décembre 2007, portant extension de la convention collective nationale des téléphériques et engins de remontées mécaniques du 15 mai 1968 et des textes qui l'ont modifiée ou complétée ;

Vu l'avenant n° 66 du 20 novembre 2007, sur les salaires horaires minima professionnels garantis (barèmes annexés) et l'indemnité compensatrice d'équipement (barèmes annexés), à l'annexe 4 à la convention collective susvisée ;

Vu l'avenant n° 70 du 20 novembre 2007, sur les salaires horaires minima professionnels garantis (barèmes annexés), les indemnités compensatrices de panier et d'équipement et la prime de langue étrangère, à l'annexe 3 à la convention collective susvisée ;

Vu l'avenant n° 72 du 20 novembre 2007, sur les salaires horaires minima professionnels garantis (barèmes annexés), les indemnités compensatrices de panier et d'équipement, la prime de langue étrangère et la prime d'artificier (barèmes annexés), à l'annexe 1 à la convention collective susvisée ;

Vu l'avenant n° 72 du 20 novembre 2007, sur les salaires horaires minima professionnels garantis (barèmes annexés), les indemnités compensatrices de panier et d'équipement et la prime de langue étrangère (barèmes annexés), à l'annexe 2 à la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 30 avril 2008 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure prévue à l'article R. 2261-5 du code du travail (anciennement article R. 133-2),

Arrêtent :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective nationale des téléphériques et engins de remontées mécaniques du 15 mai 1968, modifié par l'avenant n° 20 du 16 novembre 1995 étendu par l'arrêté du 25 juin 1997, les dispositions de :

- l'avenant n° 66 du 20 novembre 2007, sur les salaires horaires minima professionnels garantis (barèmes annexés) et l'indemnité compensatrice d'équipement (barèmes annexés), à l'annexe 4 à la convention collective susvisée sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 2241-9 du code du travail (anciennement article L. 132-12-3, alinéa 1) qui prévoient que la négociation annuelle sur les salaires vise également à définir et programmer les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes avant le 31 décembre 2010 ;
- l'avenant n° 70 du 20 novembre 2007, sur les salaires horaires minima professionnels garantis (barèmes annexés), les indemnités compensatrices de panier et d'équipement et la prime de langue étrangère, à l'annexe 3 à la convention collective susvisée, sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 2241-9 du code du travail (anciennement article L. 132-12-3, alinéa 1) qui prévoient que la négociation annuelle sur les salaires vise également à définir et programmer les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes avant le 31 décembre 2010 ;
- l'avenant n° 72 du 20 novembre 2007, sur les salaires horaires minima professionnels garantis (barèmes annexés), les indemnités compensatrices de panier et d'équipement, la prime de langue étrangère et la prime d'artificier (barèmes annexés), à l'annexe 1 à la convention collective susvisée, sous réserve, d'une part, de l'application des dispositions de l'article L. 2241-9 du code du travail (anciennement article L. 132-12-3, alinéa 1) qui prévoient que la négociation annuelle sur les salaires vise également à définir et programmer les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes avant le 31 décembre 2010 et, d'autre part, des dispositions réglementaires portant fixation du salaire minimum interprofessionnel de croissance ;

- l’avenant n° 72 du 20 novembre 2007, sur les salaires horaires minima professionnels garantis (barèmes annexés), les indemnités compensatrices de panier et d’équipement et la prime de langue étrangère (barèmes annexés), à l’annexe 2 à la convention collective susvisée, sous réserve, d’une part, de l’application des dispositions de l’article L. 2241-9 du code du travail (anciennement article L. 132-12-3, alinéa 1) qui prévoient que la négociation annuelle sur les salaires vise également à définir et programmer les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes avant le 31 décembre 2010 et, d’autre part, des dispositions réglementaires portant fixation du salaire minimum interprofessionnel de croissance.

Article 2

L’extension des effets et sanctions des avenants susvisés est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par lesdits avenants.

Article 3

Le directeur général du travail au ministère du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité et le directeur des transports ferroviaires et collectifs au ministère de l’écologie, de l’énergie, du développement durable et de l’aménagement du territoire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l’exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 1^{er} septembre 2008.

*Le ministre du travail, des relations sociales,
de la famille et de la solidarité,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général du travail,
J.-D. COMBEXELLE*

*Le ministre d’Etat, ministre de l’écologie,
de l’énergie, du développement durable
et de l’aménagement du territoire,
Pour le ministre et par délégation :
Le sous-directeur du travail
et des affaires sociales,
J.-M. CRANDAL*

Nota. – Les textes des avenants susvisés ont été publiés au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2008/13, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8 €.